

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1579

Inhaltsverzeichnis

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le probable et le possible

La démocratie à la Suisse était une navigation tranquille: un gouvernement stable donne le cap, le parlement ajuste et le peuple rectifie ou donne quelques impulsions. Aujourd'hui avis de tempête: quelles solutions propose-t-on à un pays où le Parlement ne peut être dissous, ni les élus disciplinés et avec des citoyens aux choix imprévisibles? Les opinions de Jean-Daniel Delley et André Gavillet.

La coalition impossible

La politique fédérale, à l'ordinaire peu lisible, l'est moins encore après les dernières élections. La forte poussée de l'UDC pourrait remettre en cause une formule gouvernementale presque quinquagénaire. Un jeu de poker menteur a commencé où chacun des acteurs exprime ses prétentions tout en négociant en coulisse des arrangements et en échafaudant des décomptes de voix. Mais c'est le 10 décembre seulement que sera connue la composition du Conseil fédéral, qui tiendra probablement plus du hasard que d'une volonté clairement affichée.

Si cette manière de faire enchante les médias qui peuvent ainsi broder des feuilletons, elle relègue à l'arrière-plan le contenu politique de l'opération: quels partis représentés au gouvernement pour quel programme et avec l'appui de quelle majorité au Parlement?

suite à la page 2

Vers des pôles de convergence

Les partis qui veulent gouverner ensemble, sur quoi, sur quelle orientations sont-ils préalablement et publiquement d'accord? Débat récurrent aussi vieux que la politique. Demandez le programme! Il a en Suisse connu des phases diverses. Intense dans les années soixante. Pierre Béguin en faisait dans la *Gazette de Lausanne* un thème porteur de ses éditoriaux. Dans *Domaine Public*, nous y voyions un moyen de contrer l'arrogance radicale («on sait qui gouverne dans ce pays») sous-jacente au partage du pouvoir et à la formule magique. Pierre Graber nous rendait attentifs au fait que «qui dit contrat, dit concession réciproque» et que le parti socialiste serait invité, par exemple, à cesser des campagnes oppositionnelles sur des sujets sensibles comme les dépenses militaires. Le débat fut porté au Parlement et sur proposition du Conseil fédéral aboutit

suite à la page 3

Dans ce numéro

Dans notre série consacrée à un accord de centre-gauche pour la prochaine législature, les relations de la Suisse avec Europe occupent le volet de cette semaine.
Lire en page 4

L'offre de places d'apprentissage ne satisfait pas la demande de jeunes aux portes de la formation professionnelle. L'inaction de l'État face au désengagement des entreprises est inacceptable.
Lire en page 5

Un extrait du premier roman de Anne Rivier accompagné d'une souscription pour les abonnés de *DP*.
Lire en page 8